

# La chronique de Claude Lacour

## Case créole et anachronismes urbains

**Rogers D., Lesueur B., (drs) (2020) *Habiter la ville antillo-guyanaise (XVIII<sup>e</sup>–XXI<sup>e</sup> siècle). Essai d'approche pluridisciplinaire*, L'Harmattan, 252 pages.**

**Offner J-M., (2020) *Anachronismes urbains*, SciencePo, Les Presses, 195 pages.**

*Les notions mourraient comme les hommes : il avait vu au cours d'un demi-siècle plusieurs générations d'idées tombées en poussière,*  
M. Yourcenar, *L'Œuvre au Noir*

« La pandémie a déclenché une concaténation des crises »  
(*The Economist*, 8 mai 2020)

Elle a conduit et conduira encore à revoir nombre de nos principes, de nos modes de vie, de produire, de travailler, d'apprendre, d'enseigner et même de mourir. Le virus a attaqué « le cœur de ce qui rend les grandes villes globales surtout, – vibrantes et des réusites », *The Economist*, (13 juin 2020) qui cite Glaeser pour lequel « la densité urbaine augmente la productivité des travailleurs et minimise leur empreinte carbone » (page 13), mais en des temps normaux. Densité urbaine du vide due aux confinements : nous avons vu en boucle les images de New York, « la ville qui ne dort jamais semblant être sous sédatif pour le reste de l'année » (idem). New York mais toutes nos villes sans voiture, quelques bus pratiquement vides, quasiment sans bruit, sans bars, restaurants, et les lumières de la ville étant seulement celles des pharmacies. Est-il anachronique alors d'évoquer un *Monde d'Avant*, gros d'un éventuel *Monde d'Après*, incertain, indécis, masqué, mais Monde dans lequel, par lequel la vie économique doit reprendre avec les activités sociales éducatives, universitaires, culturelles, sportives ? Ou chercher des exemples dans le passé, la Grande Peste noire,

la Grippe espagnole, l'éruption de la Pelée, ou plus près de nous, les épidémies du sida et du H1N1 pour tenter de comprendre, de s'organiser et lutter contre leurs conséquences ?

Cette Chronique s'est nourrie de faits, de petits événements sans importance, non liés entre eux mais qui, dans l'ambiance du confinement et de sa sortie, dans celle des « vacances », prennent des raisonnances singulières. C'est sans doute un premier *anachronisme* – il y en a d'autres dans l'ouvrage et j'en commettrai bien davantage – et des *anachronies* : inadaptation à une époque et donner du sens au-delà d'un moment ou d'un événement daté et précis (Fabula, la recherche en littérature, 2019).

Mais s'il est possible de les éviter, est-ce pour autant souhaitable quand il s'agit de couvrir une période large, et de surcroît ici abordée de manière non chronologique dans l'ouvrage *Habiter la ville antillo-guyanaise (xviii<sup>e</sup>-xxi<sup>e</sup> siècle)*, *essai d'approche pluridisciplinaire*, composé de chapitres relatifs à des périodes différentes, (plus loin HAVIAG). Enchevêtrement des moments, « télescopage des temps, au croisement de plusieurs rythmes comme ceux du politique, de la volonté éducative, de la santé », Dumont (page 150), dont la formule concerne « les Vieilles colonies ». Dans HAVIAG, les *périodes* et les *espaces* sont abordés par rapport à un thème : l'occupation militaire, les sons, ou encore l'ethnobotanique ou des fouilles à Saint-Pierre. Télescopage des temps ou plutôt ruptures, non-linéarité des périodes, moments choisis par rapport à un questionnement et des méthodologies restant très disciplinaires et à des lieux ad hoc nous conduisant à oser un « ana-loci », copié de l'anachronisme : sur les réseaux sociaux, on trouve trace de cette interrogation sans réponse claire et partagée, mais sont évoqués « anatopique », aberration spatiale, ou « dysgéographisme ».

Le premier « événement » concerne les *Anachronismes urbains* de Offner (plus loin JMO) publiés en plein confinement, ce qui a conduit à les lire et les confronter avec des réalités qui peuvent brouiller nos « sens de l'histoire ». S'il reste de bon ton de critiquer le ou les périurbains et l'attraction périurbaine, ce *Clairevie* qui devait offrir le bonheur à la campagne près de la ville et qui devient cauchemar (*Le déménagement* de Simenon, 1967), certains ont préféré, quand ils ont pu le faire, fuir les logements et les logiques de forte densité et de proximité intra-ville, de voisinage fort et imposé. Le goût et les vertus de la campagne se sont soudainement révélés et les commandes de piscine ont explosé, les agences immobilières témoignent de cette tendance dont il faudra voir si elle est opportuniste ou profonde. Mais JMO voit dans ces *Anachronismes* des myopies ou des aveuglements sur des changements lourds, sociétaux, au long cours que politiques et chercheurs ne veulent ou ne peuvent pas reconnaître.

Indépendamment des conditions de l'enfermement que l'on a vécues, ces *Anachronismes* méritent manière discussion. Par exemple, Dumont, dans son chapitre sur « la ville comme territoire des prises en charge du corps » assume clairement certains anachronismes, ainsi ce qu'il dit de la place publique, « un lieu de vie et de rassemblement » (page 163). Elle a pris ou repris durant le confinement strict et contrôlé, une singulière importance : la place, observée depuis la fenêtre de mon bureau bordelais est devenue, (redevendue ?), par ses heures d'utilisation, par les

types de population et leur formes de fréquentation, par les usages que l'on en a fait à des moments différents – sortie et jeux des enfants, besoins des chiens, pique-nique officieux, rencontres des personnes fragiles –, une sorte de centralité temporelle et spatiale fondamentale. JMO apprécierait, lui qui prône le banc public « comme quintessence de l'urbanité : il fait de l'espace un lieu de vie entre mobilité et sédentarité ; (le banc public) concrétise ce pourquoi les hommes ont inventé les cités : favoriser les interactions, les rencontres entre des individus multiples » (*Sud-Ouest* 8.9.2014) : le confinement, nécessité et opportunité pour faire d'autres connaissances, inventer d'autres modes de vie.

Le second évènement, en soi sans importance, tient au fait que nous avons reçu de L'Harmattan, à la demande de Lesueur, *HAVIAG* dans les jours qui ont vu les statues de Joséphine et Belain d'Esnambuc être déboulonnées sur la Savane de Fort-de-France. Certes, Joséphine avait été l'objet de différentes agressions et décapitation, mais la Savane en a vu d'autres et son histoire nous en dirait beaucoup sur cette « ville antillo-guyanaise » et sur la « ville coloniale », même si la seconde formulation n'est guère prisée par les auteurs. À l'exception de Martouzet (plus loin DM), je ne connais aucun des auteurs de l'ouvrage, mais j'avais lu les thèses de Péné – Annette, de Terral et Hilderal-Jurad dans le cadre du Prix de thèse sur la Ville. Par contre, j'ai suivi Offner dans ses différentes fonctions et responsabilités, chercheur, universitaire, directeur de l'Agence d'urbanisme – l'a'urba –, et aussi Président du conseil stratégique de la plate-forme POPSU : son humour décapant autant que son caractère déterminé, ses avis souvent péremptoirs sur les académiques, les politiques et les urbanistes... Les auteurs de *HAVIAG* pourront trouver un appui quand JMO systématisé et théorise positivement le passage de *l'étude de cas au cas d'école* (nous respectons les caractères), JMO, 2020b.

JMO par ses *Anachronismes urbains* ne vise pas la ville mais « l'urbain, très divers et très vaste qui est à la fois problème et solution » (page 6). Mais son ambition va plus loin : il veut traiter via les questions et les solutions urbaines, de *l'action publique* – la formule scande l'ouvrage de page en page (10, 15, 18, 67, 82, 166) –, celle de l'État, celles des collectivités, des principes sur lesquelles elle repose, des instruments inadaptés ou aux effets contraires à laquelle elle parvient. Et dans un enchaînement de formules souvent imagées, JMO affirme, confirme que nous sommes tous coupables – ou au moins myopes, atteints de strabisme « et autres altérations optiques qui transforment peu à peu des raisonnements datés en dogmes intangibles » (page 15). JMO prend un malin plaisir à décliner les métaphores ophtalmologiques : myopie générale (page 22), résistance rétinienne (page 71), œillères mentales (page 165), mauvaises lunettes (page 17), vision binoculaire, pour soutenir avec détermination et quelque délice sans doute que dans ce grand « vaisseau urbain » qui est notre monde, « l'action publique se trompe de trajectoire » (page 9).

Le pire, sans doute c'est que nous le savons, en sommes conscients et par paresse intellectuelle, par accords implicites sur « le flou sémantique (qui) devient l'instrument de sa conservation conservatoire » (page 61), nous restons attachés à des *dogmes* qui sont et restent « des marqueurs idéologiques : le train à gauche, l'automobile à droite, le vélo au vert » (page 164). Nous conviendrions que les Trente

Glorieuses sont finies et mortes mais dont nous ne voulons pas vraiment en faire le deuil ou quand on le fait, on jette le bébé avec l'eau du bain. Face à « un demi-siècle de révolutions économiques industrielles, sociétales et territoriales, les questions urbaines restent formatées par des points de vue d'un autre âge » (page 13), et en *coda*, cette affirmation : « des notions anachroniques et des méthodes inadaptées prétendent en vain fournir les modes d'intervention sur une réalité profondément altérée » (page 14). JMO ne s'embarrasse pas toujours de nuance et veut ignorer que des travaux intellectuels et académiques, des expériences d'élus et d'organisations locales, les orientations de certaines agences d'urbanisme, des structures relevant de régions ou d'intercommunalités, ou même de l'État central, pourraient conduire la prise en compte de réalités plus complexes, moins binaires : les bons et les décadents ! Il procède par affirmations en partie injustes quand il écrit que « nul ne semble vraiment concerné par la régénération de la pensée urbaine et de ses modèles, à l'université comme dans les ministères, dans les milieux professionnels comme au sein des collectivités locales » (page 14). Et il persiste et signe, pour enfoncer le clou (mais peut-être faut-il le faire) : « personne n'a envie de se salir les mains à décortiquer les technicités de l'action publique » (page 18). On l'écoute quand il propose de « plonger les neurones dans la boîte noire des outils et des méthodes » (page 167), de revoir, de remettre en cause certains concepts, de « sortir de formatages cognitifs » désuets et dangereux (*idem*).

Son ouvrage entend initier « une refondation cognitive de l'action publique territoriale, face à une pensée urbaine en panne » (page 18). Laissons la question ouverte de cette *pensée urbaine en panne* : j'ai entendu tant de fois l'argument définitif de la crise de la pensée urbaine sans parler de celles relatives à la ville que l'argument d'Offner mérite interrogation et modération. Par contre, la crise sanitaire et sa concaténation nous imposent de relire avec attention ce que dit JMO de *l'asynchronie*-le terme convient certainement bien, de l'action publique au-delà même des *Anachronismes* urbains : « l'action publique est à la fois en retard dans le repérage et la compréhension des changements, et en retard dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques » (page 166). Le travail de JMO souvent à la hache est salutaire et utile conduisant certes à de l'humilité sur ce que *nous*, au sens de collectif, produisons, sur ce qui peut être considéré comme de la paresse intellectuelle, institutionnelle ou politique ou ce qui peut être présenté, sinon justifié, au nom de nombreux équilibres de toutes natures, financiers ou sociaux.

La chasse va commencer ou, suivant les mots de JMO, « la traque aux anachronismes urbains, aux dogmes de l'action publique, est ouverte. Ils sont au nombre de sept », comme les péchés capitaux. JMO nous fait cadeau, au moins dans ce petit volume, de deux autres *dogmes* sur lesquels là encore on trouverait beaucoup d'affirmations et de vérités (et leurs contraires !) : « la supposée fracture territoriale centre – périphérie, fille de la métropolisation et de la globalisation, et les effets structurants du transport » (page 162, note 1). Comme dans *HAVIAG*, les notes de bas de page sont importantes et j'apprécie ces anachronismes des auteurs et des éditeurs qui ont trop souvent pris l'habitude de « renvoyer » les notes en fin d'articles ou d'ouvrage.

## I Les péchés capitaux ou les sept Anachronismes urbains de JMO

On a espéré un instant pouvoir appairer les péchés et les *Anachronismes* sans y parvenir car ils sont en réalité liés et enchaînés et structurent d'après JMO les erreurs, limites, les angles morts ou les impensés techniques et politiques de l'action publique territoriale. Avant d'être des anachronismes, JMO retient dans son inventaire des thèmes sur lesquels on convient facilement qu'ils méritent attention hier, comme aujourd'hui et demain aussi, tant ils sont consubstantiels aux *études urbaines*, par toutes les disciplines et par des « inter et transdisciplinarités » : les Déplacements, l'Habitat, l'Urbanisation, les Urbanités, les Quartiers, les Institutions locales, les Œuvres urbaines. Ces découpages thématiques et pratiques sont ensuite « traduits » et proclamés en *dogmes* (D). Du coup, JMO les reformule de manière combattante sous forme d'anachronismes : D1, « Pour résoudre les problèmes de mobilité : le transport collectif ! » ; D2, « Contre la crise du logement : tous propriétaires ! » ; D3, « Il faut lutter contre l'étalement urbain ! » ; D4, « Pas de vivre ensemble sans mixité résidentielle ! » ; D5, « La proximité refonde les liens sociaux et politiques ! » ; D6, « Pour mieux gérer les territoires, changeons leur périmètre » ; D7, « L'architecture fait la ville ! ».

« *C'est le vide qui fait la ville, ce qu'il s'y passe, ce qu'on y ressent* », JMO (page 135)

JMO évoque ici évidemment M. Corajoug que les Bordelais connaissent bien, mais ajoutons un anachronisme de plus : le vide du confinement, le trop-plein de maintenant, la restriction de l'usage des rues, la ville masquée...

Nous n'allons pas ici reprendre une par une ces affirmations écrites avec talent et jubilation, d'autant que sans nous en donner des clés, on sent bien que JMO vise des situations, des cas, des *chers collègues* pour reprendre en français dans le texte J. Le Carré, dans son *Retour de service*, (2020). Certaines formules traduisent des interrogations et des constats qui ne sont pas forcément nouveaux quand d'autres ouvrent un débat plus pacifié ou qui pourrait l'être : le directeur de l'a'urba prône des politiques plus apaisées dans le domaine des mobilités par exemple, conseille aux élus d'autres manières de débattre, mais JMO auteur, n'oublie pas d'être un débatteur brillant Il n'est pas nouveau et condamnable de vouloir devenir propriétaire, que les entreprises au contraire, remettent en cause les avantages de tenir les murs et « les signes ne manquent pas d'une évolution vers une société de l'accès plus que de la possession » (page 51), et j'ajoute de l'usage et du partage. Il a raison de s'interroger sur « la pensée magique de la densification », question qui revient en boucle et dont les nouveaux maires écologiques de certaines métropoles entendent se saisir et c'est sans doute ce que JMO appelle « les métropoles-nature du XXI<sup>e</sup> siècle » (page 77 et sa définition page 182 dans un glossaire utile). J'apprécie au second degré que le chapitre V soit consacré aux « Métropoles heureuses » sous réserve de la note 1 page 163 et non « aux obsessions anti-métropolitaines » (notre Chronique *RERU*, 2020, 1, pages 141-150). Je ne suis pas certain que « le périurbain français résulte d'une action publique historiquement fondée sur des diagnostics erronés et sur des outils inappropriés » (page 67) et comme le relève JMO, vivre dans le périurbain est souvent un choix, mais méfions-nous de cette redécouverte des vertus souveraines

de la campagne « comme un Eden à portée de mains », F. Bouchy (*Le Monde* 11 septembre 2020) en ces périodes contrariées, car ces choix sont aussi contraints par le prix des logements « en ville ».

Il faudrait beaucoup de pages pour discuter au fond les politiques de mixité et des proximités, tout particulièrement si on élargit la question aux Antilles où ici, les mots peuvent avoir une résonance singulière. Sans doute sur la *mixité*, il « n'existe pas mille manières (de la faire). On peut diluer, disperser ou diversifier » (page 84), voire fermer les yeux ou produire des « effets de sas ou de nasse » (page 87), des trappes à pauvreté, à violences, à exclusion... Si JMO n'en parle pas explicitement, c'est en permanence la question du « place -*people*-population-produit » : où et sur quelle durée, pour quelle population et avec quels outils ? Les *proximités* sont abordées dans la lignée de la mixité et au-delà d'un constat banal – « la proximité physique n'entraîne pas mécaniquement échange social » –, et JMO aurait pu jeter un œil sur les travaux des *Proximités* et de *Proximitas* car ils ont depuis quelque vingt-cinq ans montré que « s'intéresser aux flux plutôt qu'à la localisation » (page 98) pouvait servir d'élément pour un éventuel (JMO dit indispensable) changement de paradigme ; je suis plus mesuré sur ces changements brutaux de fondements et plaide pour que l'on garde la *localisation* comme un des facteurs de compréhension et de construction de politiques urbaines. Tous, dans un bel enthousiasme, nous prônons les vertus des *flux et des réseaux* sans toujours prendre le temps de dire de quoi on parle et quelle mesure on utilise, quand on veut bien mesurer.

### Quels « rois de la fête urbaine » ?

Pour tenter de dépasser des tabous dangereux, d'envisager les *Œuvres urbaines* (page 147), à penser et construire aujourd'hui l'urbain, plusieurs orientations sont proposées : se méfier et « démythifier les circuits courts » (page 109), « combiner les échelles » (page 117), et JMO aura apprécié la réapparition du Commissariat général au Plan, accepter encore qu'il n'y a pas de « territoire pertinent » (page 127). Cette affirmation, cette pseudo-évidence sont recevables pour toutes les époques et de multiples lieux, mais elles portent cependant en elles leurs limites : il faut un besoin minimal de frontière, quoiqu'en dise JMO quand il évoque « le diktat du périmètre (qui) empêche de penser les articulations d'échelles, nécessaires combinaisons entre le local et le global dans un monde devenu multiscalair » (pages 130-131). Nous trouvons tous de bons arguments pour fonder et contester ce périmètre idéal ou optimal dont nous rêvons ou que d'autres craignent, la pertinence même momentanée d'un ensemble avec ses articulations, les emboîtements d'échelles, « la force des dynamiques réticulaire » (page 130). Mais alors que fait-on quand on a dit, haut et fort que « le Citoyen ne se confond pas avec son statut de producteur, de consommateur ou d'usager » (page 129) ? Les travaux qui ont été menés à l'occasion de la réforme régionale (*Big Bang territorial*, Torre et Bourdin, 2015) ont reconnu ces contradictions et butent et buteront demain encore entre les « légitimités fonctionnelles et citoyennes » (page 129), en supposant que l'on puisse représenter, délimiter, pour une période donnée, les dites légitimées fonctionnelles. JMO en tant que directeur de l'a'urba, a sans doute des principes et des idées sur la « bonne aire » de la Métropole, pour dire qui est dans la Métropole et qui ne l'est pas, mais les

décisions ultimes resteront le fait de négociations ou de rapports de force politiques. Raison de plus alors pour tenter a minima de revoir « les poupées russes de la planification » (page 132), résultat de ce « génie français en matière de conception et d'organisation des villes (qui) est le fait des ingénieurs et des architectes » (page 12), qui ont donné des résultats à la fois remarquables et « des déconvenues » (page 13).

L'hypothèse « offnérienne » par laquelle « bien des élus locaux et des journalistes considèrent que la fabrique de la ville se résume à une question de construction » (page 149) mériterait discussion et on retient qu'« il est alors logique que « les architectes, maîtres d'œuvre, et les ingénieurs concepteurs d'ouvrage d'art soient les rois de la fête urbaine » (page 149). Il y aurait beaucoup à dire sur *la fabrique de la ville*, sur des enjeux et conflits peu nouveaux sans doute entre architectes, urbanistes et sur la place des uns et des autres dans les instituts d'urbanisme et les agences du même nom. Dans la dernière page du texte, JMO nous ferait peut-être une concession quand il note que « le monde universitaire évolue, qu'apparaissent des écoles urbaines des *schools of cities* plutôt que des *schools of urban planning* » (page 171). JMO propose des pistes dont certaines sont classiques, souvent largement fréquentées et bienvenues, il invite à se méfier d'idées devenues évidentes ou autrement dit « dogmatiques ».

*En matière de principes et de logiques*, il relève « trois tensions (qui) structurent la plupart des débats sur l'urbanisme contemporain : proximité/connexité, intensité/intimité, densité/dispersion » (page 162). S. McNamara, Prix Pritzker 2020 insiste sur les composantes « héroïque et intime » et parlant de certaines des réalisations de son agence-Grafton Architects dont l'Université Bocconi, la Toulouse School of Economics, elle souligne que « le rapport à l'extérieur a toujours été central pour nous » et que, en particulier « les bureaux (des chercheurs) ne doivent pas être « hermétiques, scellés sur l'extérieur mais doivent s'ouvrir par des balcons, des portes-fenêtres », (*Le Monde* 12 septembre 2020 interview par I. Regnier). On ne dira rien ici sur la question de la taille ou de la « ville (dite) humaine » dont par exemple celle de « la ville du quart d'heure » à la C. Moreno qui devrait aider à mieux gérer ce que JMO appelle « l'antienne inféconde du travail près du domicile » (page 114) que l'on estimera avec pragmatisme, « à une distance et à une adurée de trajet raisonnable » (page 116). Qu'entendre quand M-C Jaillet, que reprend JMO, écrit que « s'il faut repenser, sous l'effet de la mondialisation, le cadre d'un nouveau contrat social, il convient peut-être d'inventer une autre figure que celle de la proximité, d'opposer au modèle fusionnel du territoire, l'exigence de la 'bonne distance' » (page 114) ? Cette exigence ne me paraît pas claire, et pas davantage ce modèle dit « fusionnel du territoire ». Serait-ce après « la ville-quart d'heure », « des territoires de la demi-heure » dont parle Moreno ? Ce thème, décidément à la mode, conduit à la redécouverte du *quartier* que C. Rollot (*Le Monde* 13-14 septembre 2020) aborde de manière humoristique dans « Chéri, j'ai rétréci la ville » en gros titre. Elle présente à sa manière « le nouvel horizon du citadin : confiné, il l'a apprivoisé. Déconfiné, il l'a arpenté. Aujourd'hui, il l'a adopté ». Faudra-t-il redéfinir le BO-BO par la proximité du Boucher et du Boulanger.

Offner plaide pour « une révolution cognitive et méthodologique », j'ajoute instrumentale, qui ne doit pas être liée ou viser « l'appropriation politique et

citoyenne des nécessaires transformations de l'action publique locale » (page 168) et on le suit quand il estime nécessaire le dépassement ou l'abandon d'œillères mentales et de marqueurs idéologiques : le message doit concerner évidemment aussi certains types de recherches et de postures militantes prioritaires.

*En matière d'actions*, JMO retrouve et défend certains de ses thèmes pour faire « Œuvres urbaines » ou faire des villes aujourd'hui, reprenant Alberti (cité page 149) et son *De re aedificatoria*. L'urbaniste doit avoir un grand rôle et être conscient de ses responsabilités et, comme il dispose d'outils techniques puissants, il doit plus que jamais penser et travailler sur des bases (apparemment) simples et déterminantes pour fonder et conduire l'action publique territoriale urbaine ou en matière urbaine. On a dit l'importance des vides qui structurent, qui organisent car « le vide est intégrateur » (page 155), mais aussi qui enferment et qui détruisent, l'attention à porter à l'espace public qui ne doit pas être essentiellement un *lieu* banalisé par un modèle minéral que l'on retrouve partout, mais qui doit aussi, surtout permettre des *liens*, « des liens plutôt que des lieux » (page 155). Mais pour Offner, l'espace public doit être entendu, produit vécu dans toute sa quotidienneté, sa discrétion, sa futilité presque, et JMO est peu enthousiaste sur de grandes opérations d'urbanisme et immobilières. Il faut revenir à des fondements simples : « la mission cardinale de l'urbanisme : réguler les distances » (page 159) et « l'urbaniste s'occupe des espaces autant que des espacements » (page 160) : on apprécie qu'il faille accorder à l'espace quelque importance.

## II. « De la rue Victor-Hugues aux années Fouiolle et Schœlcher »

J'assume volontiers une relation longue et durable, académique essentiellement, de plus de cinquante ans avec la Martinique et la Guadeloupe dans le cadre de missions d'enseignement, de jurys, d'accompagnement de thèses ou d'HDR, de publications, de participation à des colloques en tant que communiquant ou co-organisateur. Je ne parlerai pas dans cette Chronique de la Guyane que je ne connais pratiquement pas pour en apprécier les caractères urbains et émettre une opinion sur des identités communes en matière de Ville aux Antilles et sur les plateaux des Guyanes. Certains savent que *La tectonique des territoires* est venue notamment de la querelle des experts et des politiques lors de l'éruption de la Soufrière et des réflexions métaphoriques nées sur différents lieux magiques de la Guadeloupe. Plus encore, je revendique avec ces Îles une relation de confiance partagée, amicale et passionnelle, rendue possible par des rencontres formidables et parfois tendues avec des collègues relevant plutôt des facultés de droit et d'économie, d'autres travaillant dans l'architecture, l'urbanisme, le tourisme et peu avec la discipline majeure – l'histoire –, qui semble, ici, mener l'opération HAVIAG.

*Effet de frontière géographique et disciplinaire sans doute hier comme aujourd'hui* : sur le campus de Schœlcher, le parking, le restaurant universitaire comme certaines cités sont communes aux deux facultés, un chemin les sépare mais les coopérations d'ordre académique demeurent limitées alors que des alliances, des coopérations, des brouilles et des conflits violents ont scandé les relations entre les universitaires des deux rives du campus quand il s'agit des élections pour la présidence de l'université du

temps de l'UAG et aujourd'hui de l'AG où les subtilités disciplinaires, géographiques, celles des appartenances politiques et syndicales locales, les enjeux philosophiques, épistémologiques négritude-créolisation ou créolité, antillanité jouent ou ont joué des grands rôles (Amselle, 2011). La place que tient ou a tenu le PPM dans les débats des collègues martiniquais, leur place à eux dans ce parti expliqueraient sans doute des franchissements de frontière complexes et indécis.

Je trouve peu de noms de collègues cités dans les travaux ici proposés alors que le thème de la ville antillo-guyanaise, les enjeux politiques de la colonisation, l'économie d'habitation, l'occupation de l'espace, les liens urbain-rural, ce que les auteurs veulent traiter par « *l'habiter* » ont été abordés largement par des économistes, des juristes, des politistes, des personnes de l'Inra et de nombreux géographes. En particulier la génération des auteurs plutôt jeunes à voir les dates de soutenance de leurs thèses, ignore les travaux et les publications de leurs collègues locaux ou en poste. Alors de là à lire la *RERU* et s'intéresser à d'autres domaines dont ceux qui couvrent essentiellement la science régionale n'est pas encore à l'ordre du jour mais je crains de me répéter sans écho (voir mon commentaire sur la *Ville aimable*, *RERU*, 2014, 4, page 774). Il est honnête d'ajouter que cette remarque est hélas généralisable et que l'on a trop tendance à considérer la *RERU* surtout comme support de commentaires bibliographiques ou de publication d'articles... Surnagent dans cet océan d'absence curieuse, Torre et Bourdeau-Lepage, Kebir et Barraque sur l'agriculture en ville, Bourdeau-Lepage et Chasles, sur nature santé et bien-être qui correspond à l'idée du texte de Tareau *et al.*

Heureusement que les auteurs, ici aussi, ont conservé la pratique de notes de bas de page car c'est encore là que je retrouve quelques références nécessaires pour aborder la ville dans le monde dit antillo-guyanais. Et il est opportun et en effet utile de voir cités D. Bégot, Huetz de Lemps, Poussou, Butel, Metraux, Lasserre, Saffache, Schnackenburg, (cités page 177) dont nous avons fait l'objet d'une Chronique qui montrait que l'économie sucrière permettait de souligner suivant Schnackenburg que « l'usine, c'est la cristallisation d'un rapport social », auquel on peut ajouter un rapport spatial et urbain. Dans cette Chronique, nous faisons part de notre expérience en Guadeloupe en évoquant « de la rue Victor Hugues aux années Fouillole » (Lacour 2017). Les notes de bas de page, outre les noms, sont par ailleurs très riches et sont parfois aussi centrales et importantes que le texte lui-même dont par exemple la note 17 de la page 84, essentielle pour saisir toute la subtilité organisée du système Césaire à la mairie de Fort-de-France et à l'Assemblée. Des liens complexes avec l'État central colonial ou post colonial, vont se jouer et de ce point de vue quoiqu'en disent Lesueur et Rogers (page 27), Ross et Telkamp (1985 cités) n'ont pas tort de parler de ville coloniale, « ville construite par une métropole comme une nécessité pour contrôler le territoire, selon un style qui lui est propre, et qui fonctionne comme un avant-poste de sa culture matérielle et intellectuelle ».

Sur ces questions urbaines ou plus généralement sur les environnements qui produisent, accueillent les « villes » et les espaces urbains/ruraux, centres/périphérie, les références des contributeurs ne sortent guère de leur domaine académique. De nombreux collègues dont la liste serait trop longue – et je me borne aujourd'hui

à saluer M. Louis et E. Dévoué –, ont montré tant dans leurs écrits que dans leurs fonctions d'enseignants-chercheurs, de doyens, de directeurs de laboratoire ou encore de président de l'université, tout l'intérêt et l'urgence de vouloir promouvoir l'interdisciplinarité en même temps que l'inter-insularité sans y parvenir facilement : on avance très lentement dans la coopération « intra-même-campus » : il y a sans doute de bonnes et de mauvaises raisons : « l'étude des villes aux Antilles ou dans les Guyanes est récente dans l'historiographie » (page 20) mais là encore sur quelle échelle du temps ? L'avenir est ouvert pour des coopérations, fussent-elles anachroniques, décalées mais franches : la ville sans être définie se découvrirait à différentes échelles suivant des périodes correspondant aux spécialités des auteurs, aux possibles rencontres et coopérations.

### III. « Il n'y a pas de ville antillo-guyanaise »

L'ouvrage est le produit de travaux conduits « autour de la thématique de la ville » (page 22) par le laboratoire AIHP-GEODE, composé de « chercheurs d'horizons et d'intérêts très différents ». Dans les remerciements, il est précisé que sont organisés des séminaires, journées d'études sur le projet de recherches pluridisciplinaires « les territoires de la ville, de l'archipel des Antilles aux plateaux des Guyanes : espaces, sociétés, relations, XVIII<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècle » : on ne peut pas dire que les thèmes soient fermés mais peut-être que le laboratoire veut d'abord se conforter, s'institutionnaliser davantage, être encore reconnu dans sa construction, avant d'ouvrir grand les portes aux éventuels chercheurs intéressés. On se souvient que dans le cadre du colloque de l'ASRDLF à Fort-de-France organisé sur le thème *Territoires et migrations* sous la houlette de V. Angeon (Lacour et Angeon, 2013), nous avons espéré des propositions de communications de l'autre côté du campus pour rencontrer des modes de pensée différents pour des débats dans l'amphi F. Fanon : ces migrations de courte distance et ces rencontres furent bien rares !

#### *Définir la ville ou construire un ouvrage ?...*

De ces journées, un comité éditorial a retenu « une sélection de communications » présentées en 2015-2016 qui font l'objet du livre. Dans ce comité figurent notamment Rogers et Lesueur qui signent l'introduction générale et précisent la philosophie et la construction de l'ouvrage : des briques existantes, ils ont trouvé un plan et proposé « une maison » pour rester dans le ton : *Kaz Antiyé* chère à Bertholot et Gaumé (1982). Cette introduction générale est un des meilleurs passages de l'ouvrage car elle veut montrer la cohérence de la démarche et les multiples approches des contributions : les questions évoquées, les difficultés des recherches.

Mais au-delà de l'introduction et des textes, *HAVIAG* traduit et révèle entre les lignes, les ambitions souhaitées et contraintes de ce projet de recherche, les modes de fonctionnement interne des éléments constitutants et incite à une réflexion sur les mondes de la recherche aux Antilles.

Est affirmée d'emblée une vaste ouverture et les bras sont grands ouverts pour accueillir des personnes, universitaires ou travaillant en lien avec les universités

sur des problématiques larges au point que ce seul thème peut mobiliser pour de longues années des armées de collègues *native* ou en poste, et intéresser aussi, le cas échéant, des chercheurs d'autres universités et centres de recherche, dont ceux de la Caraïbe, curieusement absents. Cet appel concerne de nombreuses disciplines outre celles qui sont explicitement citées par Rogers et Lesueur : histoire, géographie, archéologie, anthropologie et la musicologie, approche « nécessaire pour appréhender un organisme vivant comme une ville sans cesse réinventée par sa population. Cette ouverture temporelle, géographique et thématique sur « l'archipel des Antilles et les plateaux des Guyanes, espaces, sociétés relations » pour comprendre « les territoires de la ville » au-delà de la grandeur du projet, de la déclinaison des axes telle que l'on peut l'appréhender sur le site, nous paraît aussi révéler *des logiques de recherche contrastées aux et sur les Antilles* et comme ailleurs peut-être, plus qu'ailleurs sans doute, des injonctions contradictoires. C'est du moins ce que l'on ressent à lire *HAVIAG*.

*Des injonctions « triangulaires » contradictoires : Antilles-Guyane, Caraïbe, Métropoles*

Il y a une forte envie de reconnaissance et de légitimation en matière de recrutement d'avancement et de publication, des appels à des financements nationaux alors que à tort, parfois à raison, de nombreux enseignants-chercheurs ont vécu et vivent avec le sentiment que travailler dans les Antilles ou sur les espaces Caraïbe, constitue une série d'obstacles à la prise en considération de ces travaux – petites îles, petits problèmes, recherches étroites –, et il est possible que certaines études ont parfois du mal à sortir de leurs îles. Publier bien entendu mais le monde dont nous parlons, a pu faire l'objet d'un regard « secondaire », décalé, ironique parfois, sur une tendance à se replier entre soi sur des espaces considérés trop souvent comme des « cas exotiques sous les tropiques » mais dont le côté exotique lui-même a pu paraître léger quand la recherche en géographie, aménagement, économie, urbanisme a considéré et considère plus que jamais que traiter des villes en Chine, en Inde, au Japon... constitue de véritables et nobles défis et avancés. La liste des lauréats des Prix de thèse en témoignerait. Certains de ces arguments sont dépassés notamment par Internet, les réseaux sociaux, l'accès possible et immédiat à des informations, le travail à plusieurs en temps réel ou pour des interviews, entretiens et enquêtes de terrain.

Comment alors aborder les villes dans ces *Économies insulaires de petite dimension*, (Logossah, 2007 ; Angeon, 2015 ; Angeon et Hoarau, 2015), formulation et problématique que *HAVIAG* ne semble pas retenir alors que souvent on a entendu l'argument que ces petites Îles sont ou serait sur-urbanisées – comme elles seraient aussi à la fois surdéveloppées et mal développées –, tout en conservant une culture rurale forte et des liens particuliers avec « la nature dans le jardin ».

Plusieurs textes montrent une grande implication des auteurs dans ces espaces, se les approprient pour faire comprendre les différentes phases des projets et des versions des textes au point de répéter, parfois trop, qu'ils sont provisoires ou « exploratoires », (page 172) malgré de multiples présentations. D'autres, (Tareau *et al.*), ne présentent pour le moment que quatre interviews – Clarisse, Jeanne, Rodrigue, Ingrid –, mais ici

la méthode est clairement posée car ces individus « sont représentatifs de différentes facettes sociodémographiques d'une Guyane cosmopolite, et multiculturelle, voire interculturelle » (page 127). On entend bien que la recherche pourrait être élargie, enrichie si des moyens supplémentaires étaient alloués. Dans *Prospective BM 50,- Bordeaux Métropole 2050*, (Faye et Lacour, 2020), nous avons retenu quatre profils de personnes et leurs trajectoires pour illustrer et concrétiser des processus et des démarches plus générales et en partie transposables : Farida, Gilbert, Léa et Pierre : la vertu et les limites des cas (Offner, 2020b ; Dumez, 2013). D'autres textes veulent convaincre du sérieux de leurs investigations en allant presque Jusqu'à des effets de démonstration, d'autocitations répétées.

### *Un monde antillo-guyanais cohérent sinon homogène*

Une autre composante de l'injonction contradictoire des recherches repose sur le constat historique, géographique, linguistique, culturel ou encore géologique que les auteurs font apparaître plus ou moins explicitement : l'espace en question constitue une *sorte de monde cohérent sinon homogène* qu'il faut analyser comme un ensemble et pas seulement comme des systèmes d'îles en lien plus ou moins direct avec leurs métropoles ou leurs anciennes puissances coloniales : on a souvent tendance à ne voir que les relations Antilles-métropole à partir desquelles on s'efforçait de comprendre comment la Guadeloupe ou la Martinique s'organisait en coopération contre Paris ou comment l'une des deux îles tentait le débordement... Le thème de la *marge* n'est pas absent et constitue une manière inverse de montrer l'autre face de la relation au centre, ce qu'illustre fortement Angeon (2015) quand elle traite « du développement des espaces en marge dans le cas des Petites économies insulaires de la Caraïbe » dans son mémoire d'HDR. Ces marges constituent une certaine réponse porte l'attention sur une autre logique ou sur son double celle des intégrations des espaces (Célimène et Lacour, 1977). Cependant des auteurs, dont par exemple J. Crusol et ses *Îles à sucre* (2007), ont eu conscience de la nécessité de « penser Caraïbe » pour des raisons d'histoire et de géographies partagées et tiraillées, par la langue créole ou encore suivant des réalités fonctionnelles, plus contemporaines en matière de santé, d'attention à porter aux fragilités littorales par exemple ou au contraire pour limiter les migrations illégales. Pour des raisons politiques aussi : les réfugiés politiques des totalitarismes des Duvalier, ceux liés aux fléaux qui touchent Haïti et aussi, à une certaine période, l'attractivité idéologique de Cuba et du Che ; on se souvient avoir rencontré plusieurs collègues haïtiens réfugiés en Guadeloupe dont L. Manigat. Durant de longues périodes ces situations paradoxales – être dans le système français et européen et être présent et reconnu dans le monde Caraïbe –, ont compliqué les liens entre les Antilles et Paris notamment en matière de participation à des compétitions sportives avec des pays de la zone Caraïbe les *Caribbean Games* et d'Amérique centrale. Quelques années plus tard, des universitaires mettront en œuvre, au niveau de l'institution régionale, des politiques de développement de la zone en matière touristique tant sur le plan intra-insulaire que intra Caraïbe, vers les États-Unis et l'Amérique centrale avec des résultats contrastés : beaucoup d'universitaires ont été et sont en effet marqués par des activités et des responsabilités politiques.

Dans *HAVIAG*, plusieurs chapitres témoignent de la place essentielle de Saint-Domingue. Lesueur et Camier par exemple, doivent beaucoup à Médéric Louis Elie Moreau de Saint-Méry (et *les ambiguïtés d'un créole des Lumières*), 2006, de travaux sur Haïti. De manière toute anecdotique, je note que à Port-au-Prince « MM. Mesplès frères ont fait poser à la fin de 1776 sous un dôme avec quatre figures de faïence, une horloge faite à Bordeaux » (Moreau de Saint-Méry, cité page 111). Terral élargit l'espace à l'Amérique latine et accorde une attention majeure à Cuba. Il rappelle un point qui ne semble pas avoir été beaucoup discuté, du moins dans l'ouvrage : la variété des styles architecturaux dans des Antilles ayant connu « une occupation française, américaine, anglaise, espagnole, hollandaise, et suédoise » (page 197), il faudrait se demander si ces occupations différentes ont produit des types de villes et des modes d'occupation comparables : « caraïbanisation » de la ville ou, au contraire, si l'on trouve des traces spatiales des visions et des politiques des modèles des métropoles coloniales d'origine. Les chercheurs sont actifs et présents – par des communications et des papiers dans cet espace, à l'instar de *Minette* dont le vrai nom est Elisabeth, Alexandrine Louise Ferrand, de *Louise*, la demi-sœur de Minette que Camier évoque dans la note de présentation des auteurs (page 233), mais nous ne voyons pas ces deux artistes apparaître au texte lui-même : version actualisée en quelque sorte, *Rap the casbah* (*The Economist*, 4 juillet 2020, page 31)...

Cet ouvrage est proposé sous la direction de D. Rogers et B. Lesueur et il n'est sans doute pas fortuit que la première ait fait ses études universitaires et sa thèse à Bordeaux-Montaigne 3 sous la direction de P. Butel (elle a dû connaître P. et S. Guillaume), et le second, B. Lesueur vient de Tours, les deux historiens en Martinique ayant l'habitude maintenant de travailler et de publier ensemble. Il n'est pas davantage fortuit que je retrouve Martouzet, auteur de la préface. Nos premières rencontres remontent au SEDER (séminaire européen des doctorants en économie régionale) que nous organisons à l'Université Montesquieu-Bordeaux IV dans le laboratoire IERSO et ensuite IFREDE (*RERU*, 2005) : Martouzet y vint notamment en tant qu'encadrant mais c'est surtout avec son passage en Martinique que nous avons développé des liens notamment par un débat sur sa manière de voir et de décrire *Fort-de-France ville fragile ?* (2001). Sans doute une ville difficile à saisir, à comprendre et aimer car pour lui, « il existe un profond rejet de la ville par ses habitants eux-mêmes et plus largement par l'ensemble de la population martiniquaise » et il ajoutait : « je ne vais pas travailler toute ma vie sur cette ville ». Je n'étais pas de son avis sur la première proposition et il s'est trompé sur la seconde, heureusement...

Cet ouvrage interroge sur la question de savoir ce *qu'est*, qui *fait la ville antillo-guyanaise ?* Ou, comment l'appréhender, à défaut de pouvoir ou même de vouloir la définir. *L'Habiter* dont Martouzet affirme que « c'est le mot-clef premier de l'ouvrage » (page 12) serait la martingale définitive et heureuse dépassant l'idée banale et floue que « la spécificité (de la VAG) se situe généralité et singularité » Martouzet (page 11), ou pour Lesueur et Rogers, il faudrait sortir à la fois d'un *certain essentialisme* – la ville, les Antilles, les Guyanes –, et d'une *image trop désincarnée* – l'urbanisme, la monumentalité, etc. » (page 23), essentialisme dont on perçoit l'influence de Glissant. Il convient de poser quelques règles pour comprendre ce qu'est – a été cette ville

antillo-guyanaise : on s'attend à ce que d'abord les auteurs procèdent *classiquement* par une série de refus et de déconstruction d'opinions, d'idées, et de concepts.

*Et s'il y avait (quand même) des villes antillo-guyanaises ?*

La première phrase de la préface de Martouzet commence au bazooka et il reconnaît être « provocateur », sollicite le débat, la contestation de cette « entame qui peut paraître discutable, voire loufoque ». Il nous demande aussi, à « lire aussi attentivement que possible, scrupuleusement cet ouvrage », notamment sur la pertinence de son point de départ.

Sur le plan formel, le volume s'inscrit dans les pratiques des facultés des lettres – terminologie anachronique évidemment –, dans une présentation classique 3x3 : trois parties avec dans chacune, trois chapitres, dont la première, curieusement nous offre d'« inventer une société nouvelle » par une *sociologie* de l'espace urbain antillais qui rejoint La disparition de Perrec, un index des noms des personnes dont la construction ne paraît limpide et sont annoncés au texte un polygone bleu (p. 133), un tracé vert (p. 135) dans des cartes pas toujours clairement lisibles mais les auteurs et les lecteurs connaissent parfois les mêmes difficultés dans la RERU. Un autre volume est annoncé sur *Les territoires de la ville aux Antilles : espaces, sociétés et relations, la fabrique de la ville*. HAVIAG se consacre « à la question du rapport ontologique à la ville et partant, d'un mode de vie et d'une sociabilité spécifiques » (page 15), (souligné par nous)

a. Une terminologie discutable mais qui pose la question de la définition d'une ville

La question porte donc sur l'existence, la nature de *la ville antillo-guyanaise* dont j'apprécie moyennement la terminologie même s'il existe l'Antillopole (d'activité) de Guadeloupe, et l'ASLMA (Association Long Métrage Antillo-Guyanais) qui nous donne l'occasion de retrouver J. Martial, entendu au Festival d'Avignon dans sa représentation magistrale du *Cahier d'un retour au pays natal*. Il n'y aurait donc pas de ville dans ce monde antillo-guyanais mais des « indices (qui sont) là, comme ils l'étaient tout au long des siècles précédents, depuis la fondation de ces villes (page 9). DM reprend les descripteurs de Lévy – *densité, fonctionnalité urbanité*, pour dire qu'il y a des villes, « évidemment », mais ces descripteurs sont posés sans discussion alors chacun d'eux a donné lieu, donne lieu encore à des débats profonds et parfois violents au sein de chaque discipline et entre elles : The destiny of density (*The Economist*, 13 juin 2020), « la pensée magique de la densification » et « sa critique (qui) cachent souvent un malthusianisme et un entre-soi peu sympathique » (Offner, 2020, page 65). Parr montrait que même d'un point de vue spatial, les définitions, les périmètres aussi sont variables suivant que l'on retienne la ville bâtie, la ville de consommation, la ville force de travail ou la ville de l'emploi. Au-delà de ces définitions et des mesures pour les délimiter, Parr (2007), concluait surtout sur la nécessité de contextualiser une ville dans les « structures spatiales globales... et les processus d'urbanisation », et de tenir compte des questions relatives au changement des villes dans le temps » (pages 390-391).

On peut retenir par exemple les critères pour définir une ville que proposent Burgel et Grondeau (2020) dont nous venons de recevoir la seconde édition de leur *Géographie urbaine*. Il nous faudra dans une prochaine Chronique accorder attention à cet ouvrage : d'abord, parce que c'est un manuel et que je pense qu'il est essentiel qu'il en existe encore, voir les différents commentaires sur les *Handbooks*, même s'il est plus profitable sur un plan médiatique de faire petit format que version académique développée ; ensuite parce qu'il ne suffit pas de proclamer l'interdisciplinarité pour ne pas la pratiquer et là encore, Burgel et Grondeau lisent les autres disciplines, les intègrent, les discutent sans tomber dans ce que JMO nomme « continuité œcuménique » (page 43). Enfin, dans ce « temps des crises et des méprises », même posé de manière interrogative dans l'introduction de cette seconde édition, Burgel et Grondeau insistent sur les difficultés de disposer de « vues synthétiques sur la ville », tenant d'après eux à « deux handicaps majeurs » sur lesquels nous devons méditer et que chacun à sa manière, *HAVIAG* et les *Anachronismes* illustrent et confortent : « l'absence de problématique d'ensemble suffisamment ferme, et surtout de cadrage historique, ou au contraire, la multiplicité des points de vue théorique dans des rassemblements de circonstance, risquant de nuire à la compréhension synthétique du fait urbain » (page 7).

JMO rappelle à l'ordre au cas où on aurait oublié que « les villes ne sont pas qu'une forme spatiale » (page 5) et que le terme de ville est « tellement commode qu'il participe des « persistances rétinienne nous empêchant de prendre acte de l'avènement de l'urbain, un urbain des modes de vie plus que des cadres de vie de quotidienneté plus que de d'esthétisme, d'un rapport au monde plus que d'une situation géographique » (page 6). Pourfendeur décidément, JMO affirme que « nul ne semble vraiment concerné par la régénération de la pensée urbaine et de ses modèles, à l'université comme dans les ministères, dans les milieux professionnels comme au sein des collectivités territoriales » sous l'argument d'autorité que beaucoup sont atteints de « myopies, strabismes et autres altérations optiques qui transforment peu à peu des raisonnements datés en dogmes intelligibles » (page 14). Les modes de lecture seraient aujourd'hui en faveur des politistes et JMO s'en rapproche quand il retient les 3+1 *i*, les institutions, les intérêts, les idées et les instruments (page 15).

Sur le fond, je ne pense pas que « la ville soit morte » dans la lignée de la pensée de Choay, qu'elle se soit dissoute dans l'urbain ; au contraire, plus on est dans un monde urbain- formulation faussement évidente et brumeuse, plus on a besoin de comprendre la ville, ses formes, ses modes de vie, de fonctionnement, ses réussites, ses failles. D'ailleurs en fait, une bonne partie de l'ouvrage de JMO, à partir des pages 70, concerne la ville. Je ne crois pas qu'il faille opposer ville et urbain et – « les Antilles sont aussi, voire principalement des villes » (page 11).

Que nous nous soyons « face à une pensée urbaine en panne » (JMO), « d'une crise de la ville ou surtout d'une crise de la pensée sur la ville » (Burgel, 2015), sont des arguments qui méritent discussion et des débats scientifiquement et sereinement menés. Notre Chronique sur *La ville des émérites* (RERU, 2015-5, pages 905-917), montrait comment des géographes qui s'assument urbains, analysent les dynamiques des cinquante dernières années et les pistes de recherche, les regards nécessaires, leurs

actions publiques et leurs engagements territoriaux. Ils témoignent des principes et des modalités (difficiles en fait) sur leurs pratiques pluridisciplinaires.

Métaphoriquement, pour « entrer dans la ville » et chercher à la représenter, on peut retenir des conditions initiales (géomorphologiques et des populations, technologies), des processus d'urbanisation suivant des temporalités plus ou moins longues, des ruptures comme ce qui a concerné Saint-Pierre ou la Soufrière, la nature de ceux qui produisent la ville dans des finalités affirmées – les militaires et les colons par exemple –, les modes et les formes de régulation politiques et institutionnelles économiques, sociales, culturelles ou encore symboliques que les romanciers, les poètes, les musiciens ont su fortement mettre en valeur. La richesse des auteurs antillais est phénoménale et il est hors de propos, ici, de rendre compte de cette « Amérique française » chère à C. Soubira, de *Texaco* de Chamoiseau où on entend, on « écoute les pulsations urbaines », Offner (page 33), les tambours du gwoka et les rythmes de G. Konkèt. Dans *Bicentenaire* (de l'indépendance de la république de Haïti), Trouillot parle de Port au Prince « ville à jamais agonisante, ville balbutiante et mal débarbouillée, ville trébuchante, ville contresens, ville à court de propositions, ruminante, bégayante... » (page 68), et pour la journaliste étrangère qui « vient d'une ville froide », « vous avez le soleil » (page 70) : tout serait dit... Sans doute, mais *Texaco* n'est pas seulement un roman, « le canal Levassor avec la vue sur la tour de la Pointe Simon », en première de couverture, pas seulement une photo et ils auraient mérité, sinon des développements du moins des évocations ; il y a là des opérations de rénovation forte des marqueurs affichés de modernité et de l'attractivité de la métropole foyalaïse.

DM retient des arguments où subsistent ce qu'il appelle un « rural dense » avec quelques lieux « centres des villes et certains quartiers » qui font ou ressemblent vraiment à une ville. Ce caractère rural se confirme pour DM avec une permanence de comportements « directement hérités du monde rural ». Il y voit un manque d'anonymat et ce trait est en effet déterminant : il y a certes la taille des Îles qui n'explique pas tout et bien avant les réseaux sociaux, une véritable capacité d'information généralisée existait et demeure : « comme si ces villes... de plusieurs dizaines ou centaines de milliers d'habitants et, plus encore, d'usagers d'un jour ou de toujours, n'étaient que de gros villages dans lesquels la norme s'impose par le regard » (page 10). Camier dans ses analyses de sonorités ne devra pas oublier ces sons, ces voix, ces cris et ces rires qui structurent aujourd'hui, comme hier, les heures et les moments de la journée, mais aussi les silences de Fort-de-France à 18 heures, sans « bruit », quasiment sans mouvement quand les sons de la nuit se développent et que l'hylode chante. Le dernier argument de DM est relatif à une accumulation du capital qui ne repose pas sur une industrialisation, ni sur « l'émergence d'un travail manuel répétitif fondé sur le taylorisme » et il voit plus métaphoriquement, le recours au modèle de la cité médiévale qu'à celui de la ville industrielle : c'est peut-être oublier la canne, la banane et les produits agricoles antérieurs dont les types culturels ont produit des formes d'accumulation spécifique aux espaces de la zone dont il faudrait voir plus précisément les liens avec la ville, notamment par l'attention à porter à la rente, à ses composantes et à ses différents cycles historiques.

DM attend de « *l'habiter, voire de l'habiter urbain et de ses modalités pratiques* » (page 12), des réponses ou plutôt une méthodologie.

#### b. La spécificité et l'identité de la ville antillo-guyanaise

La question de la spécificité, de l'identité de la ville avant même de parler de la VAG est une question ancienne, habituelle et permanente que l'on rencontre quand on veut définir la ville africaine, chinoise, japonaise, la ville américaine, européenne... Mais de suite, à supposer que l'on ait une réponse claire à cette quête de la *généricité* de ces villes, s'ajoutent ou s'opposent tout aussi rapidement les *réalités des spécificités, l'insistance sur les différences* : Paris et Londres dans *A Tale of Two Cities*, le film de Conway en 1935, les villes de la côte est et de l'ouest des États-Unis, les différences et les complémentarités par exemple concernant Los Angeles et San Francisco et les *Leçons* que Storper *et al.* (2015) en tirent, les trajectoires variées conduisant à ce que Longworth (cité par *The Economist The Urban Prairie*, 25 juillet 2020) disait il y a dix ans déjà : « les grandes Plaines sont jonchées de villes délaissées », suite aux crises industrielles mais des reprises sont possibles et existent. Les villes du nord de l'Europe ne sont pas celles de la Méditerranée, et A. Camus dans *Le Premier Homme* (1994) notamment, montre bien qu'au sein d'Alger comme partout ou presque, il y a des quartiers qui sont de véritables îles sociales, raciales. Les histoires des conquérants, les règles des colons, celles des influences religieuses, les conditions de *Première Nature, de Premières Nations* interviennent évidemment. Comment définir une ville catholique, luthérienne, arabe ou musulmane, arabo-andalouse, en acceptant un instant et a minima qu'il existe des formes du bâti, des logiques des places, et des modes de pratiques de l'espace qui sont repérables ? Plus modestement et plus près de nous cet été, Mont de Marsan et Dax n'en finissent pas d'être des jumelles contrariées, « bleu et blanc » pour la première, « rouge et blanc » pour la seconde, mais égales dans l'annulation de leur féria. Et dans la canicule de l'été, les Rolling Stones sortent *Living in a Ghost City...*

Dans HAVIAG, les contributions peuvent tenter de définir la VAG, à moins qu'elles estiment que ce questionnement n'est pas indispensable ou central : Lesueur dans l'introduction se pose des questions et donne avec Rogers des jalons que le même Lesueur dans son chapitre sur « les garnisons dans la ville » ne semble pas suivre à la lettre puisqu'ici il prend la ville comme elle est, celle des militaires. Les deux auteurs cependant admettent d'emblée que « les Antilles, ce sont aussi, voire principalement, des villes » (page 13) et jamais nous ne trouverons plus beau titre que celui de Perotin-Dumon (2000), *La ville aux îles, la ville dans l'île*.

- La spécificité de la ville antillo-guyanaise par ce qu'elle n'est pas d'abord ou seulement

Sans ignorer des arguments ou des approches qui ont pu être au cœur de la représentation et de la compréhension des villes (notamment) aux Antilles, Rogers et Lesueur les évoquent avec nuance et relative prudence. Ces villes sont évidemment marquées par la dimension coloniale, d'une « ancienneté relative », en partie organisée par un plan hippodamien se développant à partir des bases marines

et des ports, même si leur importance s'est réduite, encore qu'il faille pondérer ce constat lors des périodes souvent d'actualité de leur blocage qui, très vite comme une grève des camions, peuvent arrêter totalement l'économie et les déplacements : les vertus du Pont de la gabarre sur la Rivière salée, remarque anachronique ! Les Antilles – « à distinguer de la Caraïbe » (page 18) –, doivent être situées dans « une perception largement archipélagique... dans un rapport spécifique à la mer, même si toutes ne sont pas des ports ou en position littorale » (page 18) : pour beaucoup, ce sont bien le soleil, les tropiques et les plages de Sainte-Anne... Mais ces villes coloniales et leur mode d'occupation de l'espace « par rang » suivant la formule québécoise, n'ont rien de spécialement antillais. Il faut encore se méfier d'une « stricte vision impériale comme instrument de domination territoriale » (page 17). Peut-on les considérer comme des « villes du Sud », mais de quel sud, puisque JMO nous dit que « les pays du Sud ont su élaborer des façons inédites de fabriquer des villes » (page 13). Villes « atlantiques » (page 27), ou versions aujourd'hui américanisées et métropolisées par les formes de l'étalement, de la congestion, de la conquête systématique des mornes, de la littoralisation touristique revues par les formes profondes de la culture créole et par celle d'un marketing territorial moins heureux et banalisé ?

Ces villes restent marquées profondément par les marques et les traces de l'esclavage, la mémoire des *Habitations*, par la subtilité et « la complexité des hiérarchies socioraciales » (page 20). Rogers et Lesueur proposent de parler de *villes antillo-guyanaïses* plutôt que de *la ville aux Antilles et dans les Guyanes* : j'apprécie le passage de LA ville aux pluriels et le fait de considérer ces territoires dans leur centralité et non seulement dans leur dimension périphérique sous les injonctions contradictoires vues plus haut. On doit voir et penser les Antilles à partir de leurs propres centralités intra-insulaires, archipélagiques et concurrentielles, reprendre les regards et les affirmations sur la dépendance systématique au centre, sans feindre d'ignorer des liens compliqués avec le territoire métropolitain et l'Union européenne. La créativité des Régions ultrapériphériques – les RUP –, des pouvoirs nationaux, des Pouvoirs régions » et de Bruxelles pour justifier l'accès aux Fonds européens des « territoires d'Europe dans le monde » est quasiment sans limite. Mais on a eu aussi des PIM, « Programmes intégrés méditerranéens », où le dernier adjectif était souvent putatif mais donnant droit à des financements.

On n'a pas dans ces conditions et à ce jour dans cet ouvrage, de définition stabilisée et les auteurs acceptent que la ville, *c'est le lieu dont je vous parle ou des lieux dont je parle*. La solution serait alors de considérer que « la ville est antillaise ou guyanaïse (...) se définit comme ailleurs davantage par ses habitants que par son urbanisme » (page 21). Mais on s'interroge sur la ville antillaise OU la ville guyanaïse, cette alternative semblant signifier qu'elles ne sont pas les mêmes et sur ce « comme ailleurs », argument inverse offrant la possibilité d'un traitement général.

#### **IV. La VAG abordée par l'Habiter : « Habiter, c'est le trait fondamental de l'être », Heidegger**

Dans le commentaire de l'ouvrage de Martouzet sur la *Ville aimable* (2014 ; Chronique RERU, 2014), je notais « les vertus du dialogue (page 772) entre Martouzet

et N. Mathieu dans le chapitre « habiter, une histoire d'affects » où sont confrontées des approches en termes de *mode d'habiter* (NM), c'est-à-dire « des archétypes en profondeur et non de vagues figures » et de *rapport affectif à la ville* (DM) afin de s'affranchir et d'enrichir des analyses qui reposent trop sur des formes de rationalité et de rationalisation. Lesueur et Rogers se revendiquent explicitement de N. Mathieu puisqu'ils en retiennent « un concept particulièrement opératoire », entre sociologie et géographie : plus simplement, « les pratiques spatiales liées à la résidence, au travail, à la consommation, aux loisirs, et au tourisme » (page 22), ou encore « une façon particulière d'être au monde » que n'épuisent évidemment pas la géographie et la condition géographique ! Cet « habiter » d'Heidegger, qui serait « une façon d'être au monde existentialiste qui s'affranchisse du péché originel rousseauiste » (JMO, page 51), est décidément à la mode et suivant JMO il ouvrirait les portes « vers une société de l'accès plutôt que de la possession » (idem) et j'ajoute de l'usage et du partage. Mais dans une vision moins irénique, habiter, c'est aussi cohabiter, supporter tant bien que mal les normes et les règles de comportements citadins ou urbains. C'est peut-être encore « une représentation habitante » qui privilégie « la proximité et le quartier », autre dogme de JMO qui pense au « passant, statistiquement et politiquement invisible » (page 120), plus largement à l'économie présenteielle chère à Davezies et Terrier que pourtant les élus espèrent faire venir et dépenser dans leurs territoires...

### 1. Habiter, un concept ou des pratiques XXL ?

Deux remarques peuvent être formulées sur cet appel « au concept large d'habiter » (page 23).

- La première consiste à relever que cette référence se déploie par l'attention que la recherche - à la terminologie près -, porte à ces entrées opératoires, à de pratiques » plus ou moins explicitement conceptualisées ou revendiquées : l'économie urbaine et territoriale, comme d'autres disciplines connaissent bien ces préoccupations qui ont été mises en évidence supplémentaire par les Gilets Jaunes et la crise sanitaire. Mais plus largement, de nombreux travaux discutent les formes excessives et exclusives de *l'homo economicus*, montrent la portée des analyses en termes d'*agents* (individuels mais aussi collectifs), proposent des études sur les *acteurs* puis, de plus en plus, sur les élus, les citoyens et « l'habitant s'approprie la ville et dans une certaine mesure la façonne » (page 22). On évoque les *gens*, « ce qu'est pour les gens, la ville », Martouzet (2014, page 1). En creux se manifestent des attentions pour les réalités populaires, quotidiennes, mais qui peuvent vite dériver vers des moments populistes et l'hymne au citoyen, « censé se construire comme un individu concourant au bien commun, a tendance à se transformer en un consommateur insatiable de la République dans une société de plus en plus émietée et individualiste », Éditorial *Le Monde* (5 septembre 2020)

*L'etche* basque signifie bien plus que « la maison » mais une manière de lier le sol aux générations, de transmettre des valeurs et des modes de pensée : c'est le lieu qui prime sur la personne. L'airial landais n'est pas seulement une auto-organisation spatiale partielle centrée sur un terrain dégagé en pleine forêt et complanté de

chênes et sur la maison d'habitation et de ses dépendances, granges bergeries, poulaillers : c'était un système agropastoral assurant une certaine autonomie de fonctionnement et de résistance de l'exploitation dans un monde social dépendant des grands propriétaires forestiers. Les *bastides* étaient à la fois des modèles de défense d'ordre militaire, des modalités de peuplement, des formes d'urbanisme colonial, dans des droits reconnus. Comme l'*etche*, l'*airial* et d'une manière tout à fait différente la *case* étaient des modes d'habiter, de naître, de vivre et de mourir autant, bien davantage même que des rapports affectifs, symboliques, poétiques au monde tels que Calvino nous les montre dans ses *Villes invisibles*. L'*habiter* comme thème et fil rouge d'une manière de percevoir la ville et l'urbain concerne aussi le rural. Il constitue a minima une grille de lecture, peut-être un paradigme qui permet de dépasser l'opposition entre les espaces public et privé, ceux de l'intérieur et de l'extérieur des logements et des maisons dans une continuité fonctionnelle, « naturelle », symbolique qui fait lien entre les activités, les moments de la journée et les cycles des générations : de ces points de vue, la case et les maisons antillo-guyanaïses ont su jouer des éléments naturels, climatiques, des dénivellations des terrains et des terrasses, balcons, vérandas tant la vie est menée « dehors ». HAVIAG n'en parle pas assez à mon sens.

- Le second aspect renvoie à des considérations plus larges encore, philosophiques, ontologiques, guerrières- la quête et la défense des territoires des animaux dans la lignée de E.T. Hall et sa *Dimension cachée* (1966), de M. Serres, *Habiter* surtout à l'ère de l'anthropocène (2011). *Habiter autrement la Terre* relève évidemment du projet politique notent P. Tournier et N. Truong dans leur page du *Monde* (19 août 2020), et ils citent M. Macé (2019) dans *Nos cabanes* : « habiter, c'est faire face autrement à ce monde-ci, à ce présent-là, avec leurs saccages, leurs rebuts, mais aussi avec leurs possibilités d'échapper et d'occuper autrement le territoire ». *Habiter* renvoie à des politiques, des pouvoirs et des droits et par exemple, le *hukou* est sans doute dans son histoire, ses adaptations en fonction des choix du pouvoir central chinois, une des meilleures manières de comprendre l'urbanisation et les subtilités des pouvoirs publics sur les liens rural et urbain, entre types de villes, aux modalités de trouver de la main-d'œuvre pour les villes qui restent dépendantes des contrôles et des latitudes données à l'appropriation de la terre : les deux pages (42-43) de *The Economist* (22 août 2020) nous apprennent autant que des ouvrages sur les définitions formelles des villes chinoises. Cette approche en termes d'habiter doit aussi être lue dans la lignée de M. Ferdinand (2019) et son *Écologie décoloniale depuis le monde caribéen* qui insiste sur la nécessité de mieux habiter le monde en préservant nos écosystèmes, de tenir compte et il reprend la formule de Césaire de ceux « sans qui la terre ne serait pas la terre ». Sur le plan sanitaire encore, et dans la logique de penser en termes d'habiter au-delà de la ville antillo-guyanaïse, il serait temps que soient pris en compte la chlordécone et ses effets.

## 2. Le tour des villes : les villes aux Îles

Ces points d'ordre ontologique et méthodologique de méthode ont sans doute été abordés et discutés lors des séminaires, encore que plusieurs textes ne semblent pas préoccupés de ces aspects et prennent la ville en fonction de leurs préoccupations :

la ville, c'est celle que j'étudie, celle sur laquelle j'ai des informations, celle où je recueille des plantes médicinales. Ainsi Lesueur admet que la ville existe par les garnisons, les militaires « qui modelèrent la ville en fonction de leurs besoins spécifiques » (page 35). Ils utilisent souvent le modèle en damier ou celui des « ingénieurs formés dans le corps des Fortifications » (*idem*), partent de l'idée d'« un vaste lotissement extensible », base possible d'une future ville dont sont prévus les détails de fonctionnement dans des règlements dont ceux de Colbert et des gouverneurs contre l'avis des « habitants » qui lui préférèrent toujours Saint-Pierre », citation reprise par Lesueur (page 36) donnant aux colonies des allures et des modes de vie de caserne et de grand casernement dont on n'ignore aucun détail sur le montant des soldes, la place de la cantinière et de la lavandière (page 53).

- La ville existe : elle est donnée et abordée par un fil rouge non essentiellement ou directement urbain

Dans ces embryons de villes, ces villes en ébauche, on a connaissance de la vie quotidienne, les relations entre populations militaires, colons, mulâtres, le rôle du tafia, des bordels, du jeu et de la vie culturelle et théâtrale, le second métier, souvent, des soldats. Ces formes de villes, les modes de vie se retrouvent dans de nombreuses expériences relevant de l'esclavage, de la colonisation, de la domination des populations indigènes au Québec et dans leurs versions américaines plus tardives dans la conquête de l'Ouest. Et dans son envolée finale, Lesueur plaide pour davantage de travaux à conduire sur « le soldat, terme qu'il ne faut ni conceptualiser ni essentialiser... car il peut fournir un chemin d'accès novateur à la connaissance des sociétés urbaines antillaises d'Ancien Régime » (page 56).

D'autres chapitres sont construits sur le même moule : le fil rouge est un thème que les auteurs vont indirectement lier à la Ville qui est donnée géographiquement et dans une période. Ainsi, Palisse est passionnée par « les Jardins des Haïtiens du Mont Mahury à Rémire-Montjoly, une commune voisine de Cayenne » (page 60) et elle montre comment ces jardins témoignent de « l'échec par rapport au projet de départ » ou, au contraire, comment ils servent de forme transitoire pour des réussites et des installations plus pérennes. Sont soulignés (heureusement) les liens de compérage, et en passant la place patrimoniale des anciennes habitations. L'agriculture urbaine, périurbaine (pages 57 et 79) évoquées en introduction et en conclusion ne constituent pas la préoccupation centrale de l'auteure. Palisse encore dans un chapitre signé Tareau *et al.* (dont Fozzani et Odonne ne figurent pas dans la présentation des auteurs), « en se promenant dans les alentours de Cayenne... dans l'espace urbain », vont apprendre à des « citadins un véritable art du repérage et de la collecte d'espèces médicinales dans et autour de la ville » (page 125) : c'est nous qui soulignons pour montrer que la référence à la ville antillo-guyanaise est large, pratique mais floue. Dans ce chapitre, « Cayenne est vue comme une pharmacie à ciel ouvert dont les habitants connaissent différemment les rayons et en ont un accès inégal notamment en fonction de leurs possibilités de se déplacer, de leur lieu de vie et leurs connaissances et besoins spécifiques », (page 147) : Cayenne comme drugstore à l'américaine ? On s'interroge sur le recours ici au terme *praxis* (page 141).

« Quand Césaire parle, la grammaire sourit », formule reprise par Marlin-Godier (page 88)

Marlin-Godier consacre ici son étude à ce « territoire de naissance du mouvement communiste martiniquais », inauguré par une « retraite aux flambeaux sur la savane » (page 84). Elle montre la place de l'idéologie dominante, les modes de fonctionnement, « c'est le maire qui dirige en accord avec le parti ». C'est toute l'importance de la note 17 (page 85) déjà soulignée et qui définit par la composition de l'équipe ce qui allait être le système Césaire, fondé sur la nécessité d'organisation de la distance et de la délégation du pouvoir de gestion quotidien, sur la place qui est donnée à Gratiant, « maire de fait » et plus généralement, aux personnes à qui Césaire accordera sa confiance et son amitié comme Alier. À partir des archives et des délibérations du conseil municipal de Fort-de-France, Marlin-Godier montre les thèmes forts et les actions entreprises par la commune : elle veut honorer des personnalités d'horizons différents en donnant leurs noms à des rues des Terres-Sainville dont Montesquieu, Robespierre, l'abbé Grégoire, Toussaint-Louverture, Bolivar, Blanqui, Jaurès... La ville prend à bras-le-corps la question du logement et de l'habitat, (les *cours urbaines* qui auraient mérité quelques pages dans l'ouvrage), en espérant récupérer des terrains militaires notamment. L'auteure précise comment on transpose les principes du PCF en matière d'assainissement, d'hygiène, d'actions favorables aux mouvements de jeunesse en fermant les yeux sur la légalité des procédures des lotissements dont Trenelle, assurant « à l'édilité communiste et particulièrement son maire charismatique A. Césaire une forte audience » (page 99), qui continuera ses visites sur le terrain et sa proximité charnelle avec sa ville, même dans ses dernières années. J'aurais aimé qu'elle nous donnât aussi des commentaires sur ce qui a pu être appelé « communisme tropical local » dans sa version césairienne, parfois considérée trop intellectualisée et comment, après la coupure avec le PCF, Fort-de-France et la Martinique se sont confrontées et sont entrées dans le monde du Parti Progressiste Martiniquais, mais aussi se sont imprégnées, disputées dans des débats sur la négritude pour lui ajouter, l'enrichir ou la remettre en cause par la créolité, la créolisation, « et non le métissage », chère à Glissant, renvoyant « au ventre de la plantation ». Il serait aussi utile que des comparaisons Césaire-Bangou et PCM et PCG soient développées. J.-C. William qui vient de nous quitter en ce mois d'août, avait ce talent rare d'être modeste devant les hommes éminents de la Caraïbe, les faits et les événements la concernant, les faits glorieux et les autres aussi, et avec l'art du conteur martiniquais avec sa voix chaude et grave, témoignait de la richesse de la qualité de l'UAG qu'il a présidée.

Dumont rappelle, avant même le PCM et les politiques de Césaire, l'importance de l'hygiénisme, les maladies endémiques venant de mauvaises conditions générales liées à l'habitat à la pauvreté, à la faiblesse des systèmes publics de santé, et les politiques de V. Sévère notamment. Dumont pose d'emblée que « les liens entre ville et santé, ou entre ville et hygiénisme apparaissent comme une évidence » (page 149), il joue franc jeu en annonçant que son texte vise à « esquisser et de baliser un domaine émergent de recherche » (page 149) et il reconnaît dans la note 15 s'appuyer sur « des travaux personnels antérieurs ou en cours d'un domaine peu exploré jusque-là » (page 151). Dumont prend aussi la question de la VAG frontalement ce que ne

font pas toutes les contributions : il retient « prioritairement la dimension de la concentration urbaine, susceptible d'entraîner des problèmes particuliers de santé qui sont considérés comme relevant d'une prise en charge » (page 149). Et il pose que « la ville est à la fois le lieu du danger sanitaire réel et redouté, et son territoire d'intervention » (page 149) : ce questionnement d'ordre général est abordé dans ce qu'il appelle « le premier xx<sup>e</sup> siècle », centré sur les années 1920 et 1930. Il y faudrait bien entendu, écrit-il, d'autres travaux « de géographies historiques d'une Guadeloupe bicéphale et d'une Martinique organisée autour d'un centre déplacé – puisque d'abord saint-pierrais puis foyalais –, et ce qui est considéré, perçu, traité comme 'périphérie' » (page 149). Cette « Guadeloupe bicéphale » mériterait des travaux plus approfondis – il en existe déjà – pour expliquer la disparition progressive de la place économique, démographique de Basse Terre qui reste la capitale au sens de chef-lieu : le développement des déplacements par avion, les gros-porteurs et le nouvel aéroport de Raizet, l'éruption de la Soufrière en 1976, les nouvelles formes des conteneurs-bateaux...

À la périphérie et à la concentration près, termes qui nous interrogent sur leur signification sous la Troisième République, les propositions de Dumont sont à retenir comme pistes de travail. Avec « la ville comme territoire de santé ? et la ville territoire d'une culture physique », Dumont avance que « l'hygiénisme peut ainsi être analysé comme une vaste entreprise de contrôle des corps, dont la ville est le territoire » (page 159), contrôle social aussi au sens de Foucault.

Dans la Martinique organisée autour d'un centre déplacé, renforcée par la conquête dès les années 1970 de la côte sud, du ruban autoroutier et des activités qui se déroulent tout au long, alors que des préoccupations d'aménagement redécouvrent l'importance du Nord, réinventent Saint-Pierre, sa jetée et sa baie, il convient de revenir à sa première capitale, à Saint-Pierre et l'Allée Pécol – rue Mont Noël, et ce serait une autre histoire – un autre ouvrage ?, aux projets et programmes pour relancer et développer le ou les Nord, vers Le Prêcheur et Anse Céron, Grand Rivière, Basse Pointe...

#### - La Nouvelle Cité : Saint-Pierre avant 1902

Cette Allée Pécol est étudiée par Bolle et Cazassus-Berard dans ce qu'elles considèrent comme « exploratoire » mais elles évoquent plusieurs moments ou versions dans ce travail archéologique de fouille. Par une méthode que les auteures nomment « pointilliste et microlocale » (page 172), les travaux révèlent des richesses archéologiques : « le site... offre l'opportunité de s'interroger sur la structuration et la qualification des marges urbaines en terres antillaises à l'époque moderne et contemporaine mais aussi de questionner l'architecture résidentielle, comme objet de l'histoire culturelle, entre normalité et différenciation » (page 170). Programme riche dont il n'est pas aisé d'en saisir tous les caractères, ne serait-ce que par ce que les termes n'ont pas entre disciplines, les mêmes significations, notamment sur « le hameau de villégiature du morne Rouge, satellite de Saint-Pierre », c'est ce satellite qui nous interpelle.

Les travaux de fouille ont mis à jour *quatre phases d'occupation du site* et *trois modèles* architecturaux (page 173) : de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle au début du XIX<sup>e</sup>, le début de ce XIX<sup>e</sup>, la fin du XIX<sup>e</sup> et la dernière liée à 1902 mais il est question ici de la deuxième et troisième phases qui permettent de comprendre le développement et des formes de la Nouvelle Cité par *la demeure, la villa et la maison de ville* qui révèlent des modes de transmission et d'usage des propriétés, l'importance des voies d'accès notamment à l'eau, les garanties et les contraintes traduites en termes de droit. Bolle et Cazassus-Berard se demandent « si la typologie du bâti (en trois cas) ne permet pas justement de définir cet espace intermédiaire qui pose la question de la différenciation sociale » (page 195). Elles vont plus loin tout en restant encore largement interrogatives pour avancer dans la définition de la ville antillaise : « la typologie hiérarchisée des trois modèles contemporains reflète... des références diversifiées issues du monde urbain mais aussi rural, de l'espace atlantique européen et américain, entre transmission, adaptation et innovation locale ou régionale qui sont la richesse du monde créole. On peut se demander si ce n'est pas précisément un des éléments de la caractérisation de la ville antillaise » (page 195). J'apprécie ce « précisément »...

Les nouvelles cités de l'architecture moderne et la case : retour à Pointe-à-Pitre et Fort-de-France

Terral analyse « l'architecture moderne et internationale dans les villes des Antilles (1925-1975) ». Elles existent donc bien et elles vont se transformer en partie sous l'influence du Mouvement moderne et du Style international : nouvelles philosophies, nouveaux principes et peut-être surtout nouveaux matériaux (la révolution du béton et des structures en acier), qui vont devoir s'intégrer, s'imposer ou composer avec les urbanismes et les types d'habitat prédominants dont les cases et les politiques fortes, musclées de « décasement » notamment en Guadeloupe. Dans les années 1970 encore, le boulevard Légitimus n'était pas totalement viabilisé et Terral sait bien que le centre de Fouiolle – faculté de droit et d'économie –, était une incrustation dans le quartier de Carénage avant qu'il fasse l'objet d'une reprise urbaine de grande ampleur suite à la fermeture de l'usine Darboussier et l'opération du *Mémorial ACTe*. Mais il pourrait aussi rappeler en passant que la ségrégation spatiale et sociale se déplace et qu'elle est forte dans l'agglomération et dans la commune de Pointe-à-Pitre. Il souligne à juste titre que les mouvements d'architecture doivent être examinés à l'aune de la grande Caraïbe et de l'Amérique latine et que « les études historiques ont très peu évoqué le Mouvement moderne ». Curieusement, il ajoute que, « au cours des Trente Glorieuses, les historiens ne disposent pas du recul nécessaire pour écrire un passé trop récent » (page 199) sur l'architecture moderne et rationaliste aux Antilles » (page 199). Mais quel est le *temps de ce recul* qui permet toutefois de voir que « les capitaux publics et privés délaissent progressivement l'économie de plantation, pour investir en ville de nouveaux secteurs, (bâtiment, tourisme, automobile transports et services) » (page 209). Ce serait alors à d'autres disciplines de s'en occuper. Peu à peu cependant, ces préoccupations vont être retenues et signal sans doute important pour Terral, DoCoMoMo (pour association internationale pour la documentation et la préservation des monuments et sites des Mouvements Modernes), consacre en 2005 une attention spécifique à la Caraïbe.

Terral peut alors « revenir » aux villes des Antilles et tout particulièrement à Fort-de-France dont la Cité Ozanam chère à M. Louis, et surtout Pointe-à-Pitre avec Grand-Camp, Anquetil, Bergevin et Raizet. Il y a évidemment des tours et des barres mais aussi des bâtiments modernes dont Terral donne quelques exemples dans ses photos de la page 215. Il peut évidemment relever ex post – et la remarque est largement recevable dans d'autres îles comme en métropole –, que ce « modèle architectural et urbain de la ville fonctionnelle... va être dupliqué... sans véritable concertation avec la population locale... que ce modèle importé est en rupture avec l'architecture des siècles précédents et ne correspond pas toujours à *la réalité de l'île, ni au quotidien des habitants* » (page 214). Je souligne pour noter que cette remarque ne nous donne pas les modes d'emploi de cette réalité et de ce quotidien. Commentant l'œuvre et la personnalité de Bertholot, Terral écrit en 2009 que la case antillaise « (c'est) la persistance de l'identité créole » : il aurait pu ici évoquer l'AUIPTM et rappeler comment l'auteur de nombreux programmes d'architecture a su lier modernité, créolité, esthétique et comprendre et faire voir et vivre ce qu'*Habiter* peut vouloir dire.

#### Le Venezuela de Porto de la Cruz, ville antillo-guyanaise ?

Urbanisation en rurbain, corridor métropolitain, *gated communities*, émergence d'une aire métropolitaine depuis les années 2000 : Péné-Annette nous conduit au Venezuela, à Barcelona-Puerto de la Cruz, qui procède de l'exploitation de pétrole et en produit de nombreuses caractéristiques plus liées à la ressource du sous-sol qu'à l'appartenance au plateau des Guyanes. Dans le prolongement de sa thèse sur « les pôles de développement dans le grand est du Venezuela, développement régional et urbain » (2011), Péné-Annette peut considérer que la zone industrialo-portuaire renvoie à l'idée de « cathédrale dans le désert », encore qu'elle y mette moins de négativité que beaucoup d'autres analyses qui assimilent cette cathédrale à des *éléphants roses*, symbole de l'affirmation d'une puissance formelle et de gaspillage financier. Elle explique comment se créent des zones d'activité qui viennent s'installer, compte tenu de la proximité de la ressource et des coûts favorable mais avec des conditions de vie difficile pour les travailleurs. La vie est organisée en circuit fermé quand elle n'est pas « enfermée », chacun dans son quartier. Peu à peu se développent de manière spontanée et illégale des *barrios de ranchos*, zones de pauvreté et de précarité forte mais qui attirent cependant des populations déjà pauvres. : ces processus sont largement connus dans d'autres situations. Péné-Annette parle de villes intermédiaires reprenant les définitions de N. Pulido (1999) dans *Géocarrefour*. Elle montre comment le pétrole a favorisé un certain type de métropolisation, et comment aujourd'hui cette « hégémonie pétrolière peut être un frein à la métropolisation », ce qui a des effets positifs sur les effets de pollution et de congestion, et moins attractifs pour ce qui veut prétendre être pôle touristique de renommée internationale. L'auteure conclut en notant que la spécificité de Barcelona-Puerto de la Cruz tient à la taille, à l'activité dominante et à ses « aléas », aux particularités aussi des régimes politiques et leurs complexités au sein de l'espace des Antilles et du plateau. Est-on en présence de ce qu'est une VAG ?

### Les sonorités de Haïti

Camier pose dès la première phrase que « la problématique du paysage sonore est féconde et est pluridisciplinaire par essence » (page 107) et propose une sorte de synopsis d'un cours qui serait nécessaire pour analyser ces paysages sonores au Cap français et à Port-au-Prince. Et encore une fois merci à Moreau de Saint-Méry... On veut bien accepter que « les sons de l'activité humaine étaient pour l'essentiel, encore discontinus au XVIII<sup>e</sup> siècle » dans un environnement que l'auteur nomme « Inventaire sonore 1, les phénomènes naturels à Saint-Domingue » qui marquent les arrivants : le tonnerre, les tremblements de terre et bien entendu, le rôle de la nature, son « tapis sonore »... « L'inventaire sonore 2 » est mené au son des tambours militaires, des clochers des églises-, pensons au Coq Maurice au prix d'un nouvel anachronisme –, de ceux des spectacles, du carnaval et des « bruits de l'activité économique, cabrouets, boucauds dont il ressort des zones plus « bruyantes » que d'autres (page 115), ou avec « un véritable vacarme » (page 118).

Il y a dans ce texte des hypothèses de travail à retenir, à préciser pour voir comprendre et représenter – mesurer aussi –, l'organisation spatiale et temporelle de l'espace sonore, (certaines cartes sont peu lisibles). Ainsi reprenant les thèses de G. Baker sur la musique et la société dans le Cuzco colonial et l'histoire, Camier estime que « l'urbanisation "civilisatrice" s'est accompagnée d'une hiérarchisation de l'espace sonore » (page 107) : je ne connais pas cet auteur mais il faudrait préciser les termes et la nature de l'accompagnement évoqué. L'espace sonore est sans doute révélateur d'indice de pouvoir symbolique et d'organisation mais le mode d'emploi de cette idée manque de précision, comme celle qui propose que « en dehors de certains des bruits de l'activité économique liés à l'espace par nécessité (...), l'essentiel du paysage sonore était la résultante d'une histoire urbaine unique et, comme dans n'importe quelle autre ville, le paysage sonore "parlait" aux résidents comme aux nouveaux arrivants » (page 120). J'avoue ma perplexité face à cette unicité qui se nourrit d'une remarque valable pour toute autre ville. Perplexité aussi qui renvoie aux premières lignes de DM : la ville antillo-guyanaise trouverait « sa spécificité entre généralité et singularité » DM, page 11 et retour à la « case » départ...

\* \*

Il est évidemment fortuit et sans lien scientifique que nous commentions ces deux ouvrages qui n'ont au départ rien de commun sauf les opportunités imprévues des dates de parution et d'arrivée. Sauf aussi que, chacun à sa manière traite de la ville, de l'urbain, des liens sur les spécificités spatiales, celles relatives à des périodes et aussi d'éventuelles transcendances de longue durée des singularités des lieux et des moments. Comme souvent, la balance pour la spécificité ou la généralité est liée à la lecture, à la prédilection pour des interrogations de type académique – osons (mono) – disciplinaires ou des attentions à l'action publique et plus généralement aux politiques publiques.

Toutefois, ces deux ouvrages si différents nous semblent conduire à quelques remarques plus larges.

La première souligne ce qui nous paraît être des *Manifestes* certes non similaires, voire opposés mais qui doivent être entendus. *HAVIAG* se veut autant un plaidoyer pour la ville antillo-guyanaise dont on voit encore mal ses traits mais dont on admet l'existence, que pour la reconnaissance des travaux qui sont conduits aux Antilles et en Guyane. Les *Anachronismes urbains* déclinent et condamnent des visions dépassées, des erreurs de jugement et des incapacités, volontaires dans quelques cas peut-être, de l'action publique urbaine ou en matière urbaine. Et *JMO* montre que dans son Manifeste à lui, il y a des pistes mieux des réponses, des solutions pour être à tout le moins *synchrones* aux problèmes du temps présent. Et en passant quelques coups de griffe bien sentis à toutes les communautés qui prétendent s'occuper à quelque titre que ce soit de l'urbain et de la ville.

Le second point concerne, classiquement et je fais la remarque avec une régularité confondante *les Mots et les Maux*. Les mots ont souvent plusieurs « vies », leur précision ou leurs ambiguïtés, des usages plus ou moins codés, normalisés, contestés, dépréciés et ils peuvent être sensibles à de cycles, à des contextes qui en rendent délicates parfois la compréhension, l'appropriation et le partage, quand ils ne conduisent pas à des contresens, des anachronismes ou ce qu'on a osé par « analoci ». Ainsi *la ville antillo-guyanaise* dont l'intitulé ne prouve pas son existence ; des *anachronismes* dont on ne sait pas forcément par rapport à quelle date de référence, pour quelle question ou quel lieu, à quel locuteur ou encore dans quel cadre paradigmatique permettant la transposition facile : « les dogmatiques, ce sont toujours les autres ». Des mots des formules qui de surcroît peuvent relever du sens courant, banal, courant quotidien et sont utilisés dans des constructions ou des discours des disciplines et de pratiques professionnelles. Ainsi par exemple de l'action publique territoriale, des urbanisations, des périurbanisations dont les significations renvoient à des réalités temporelles, physiques, symboliques et politiques fort différentes suivant *HAVIAG* et les *Anachronismes*. *JMO* essaye de poser des définitions et des bases dans son *Glossaire* (ou la ville digitale semble avoir disparue) : pour *étalement*, il est dit le point de vue des géographes et il estime que le terme devrait « faire référence à une urbanisation continue... les urbanistes l'utilisent pour désigner plutôt un processus fragmenté, en discontinuité du bâti existant » (page 178) : on a des bases à partir desquelles on peut discuter et débattre scientifiquement. On sait bien que tout travail interdisciplinaire sérieux et efficace devrait commencer par un travail que nous ne faisons que trop rarement : un dictionnaire ou mode d'emploi des termes : ici par exemple, la périurbanisation, ou encore les marges (Angeon, 2015) sans prétendre qu'une discipline commande les autres.

« Mal nommer les choses... », mais qui en a la juste définition et la bonne mesure ? Et *HAVIAG* dans les différents chapitres ne nous aide pas à connaître cette VAG, refusant ou limitant le recours à la ville coloniale, ville de la domination, ville de l'esclavage, ville tropicale, opposée à des villes froides : on parle moins des mots pour comprendre et saisir la ville que les maux que les uns et les autres, les uns contre les autres, en retiennent. La sémantique, c'est aussi une manière de faire la guerre, d'opposer des « analyses » qui travaillent en termes de bien ou de mal, par rapport à des postures idéologiques prédéterminées. On trouverait d'autres termes, *métropolisation*, *densité*, *urbanisme*, présents dans les deux livres qui mériteraient

des discussions sérieuses, alors que bien vite ces mots peuvent témoigner d'un satisfecit glorieux, jugements définitifs négatifs : le monde et les forces d'exclusion, de domination, et à nouveau le grand Méchant Loup néolibéral ex-colonial.

*Ici et maintenant.* La lecture de ces ouvrages s'est faite dans un environnement singulier : une reprise de la vie après le confinement, et dans le retour à une situation inquiétante dans la Métropole bordelaise, lecture et chronique réalisées en plein centre de Bordeaux et en forêt landaise. Aussi ces commentaires sont à prendre avec ces « lunettes particulières » et sans doute font apparaître des anachronismes assumés et d'autres involontaires. La ville antillo-guyanaise nous paraît fort loin dans le temps et dans l'espace... Des anachronismes peuvent être des fautes d'ordre méthodologique mais aussi des voies de résistance et d'espoir face à des situations et des perspectives peu engageantes et joyeuses. (IX.2020. Je remercie V. Angeon et N. Gaussier pour leurs lectures amicales et leurs remarques rigoureuses).

Il nous faut faire avec La terre, le feu, l'eau et les vents...

Les villes accumulent tout ce que l'humanité a déchiffré depuis si longtemps, de leurs terreurs et de leurs passions. Les villes apparaissent, disparaissent, relient. Les campagnes mourant, renaissant, reliant. E. Glissant

**Claude Lacour Université de Bordeaux, UMR CNRS GREThA**

## Références bibliographiques

Amselle JP (2011) Négritude, créolisation, créolité, l'ethnisation de la société française au prisme des auteurs martiniquais. *Les Temps modernes* 1-2 : 662-663.

Angeon V (2015) Le développement des espaces en marge, l'exemple des Petites Économies Insulaires de la Caraïbe. Habilitation à Diriger des Recherches, Université des Antilles.

Angeon V, Hoarau J-F (2015) *Les petites économies insulaires, nouveaux regards conceptuels et méthodologiques*. L'Harmattan, Paris.

Bertholot J, Gaumé M (1982) *Kaz antiyé, jan moun Ka rété*. Édition Perspectives créoles, Pointe-à-Pitre.

Burgel G, Grondeau A (2020) *Géographie urbaine*, 2<sup>e</sup> édition. Hachette Supérieur, Paris.

Burgel G (2015) *Essais critiques sur la ville*. Infolio, Gollion.

Célimène F, Lacour C (1977) *L'intégration régionale des espaces*. Economica, Paris.

Crusol J (2007) *Les Îles à sucre, de la colonisation à la mondialisation*. Les Perséides, Rennes.

Fabula (2019) Être en phase avec son temps ; anachronisme et anachronie [en ligne] [https://www.fabula.org/actualites/etre-en-phase-avec-son-temps-anachronisme-et-anachronie-dans-la-litterature\\_88299.php](https://www.fabula.org/actualites/etre-en-phase-avec-son-temps-anachronisme-et-anachronie-dans-la-litterature_88299.php)

Ferdinand M (2019) *Écologie décoloniale. Penser l'écologie depuis le monde caribéen*. Le Seuil, Paris.

Lacour C, Angeon V (2013) Les nouveaux mondes de migrations et des territoires,

*Revue d'Économie Régionale et Urbaine*, 2013-5 : 817-832.

Logossah K (2007) Introduction. Les économies insulaires, quelle spécificité ? *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*. 1 : 3-11.

Martouzet D (2014) *Ville aimable*. Presses universitaires François-Rabelais, Tours.

Macé M (2019) *Nos cabanes*. Verdier, Lagrasse.

Lacour C, Angeon V (2013) Introduction. Les nouveaux mondes des migrations et des territoires. *Revue d'Économie Régionale & Urbaine* 5 : 817-832.

Lacour C (2017) De la fin de l'économie de plantation à la fin de la planification française. *Revue d'Économie Régionale & Urbaine* 2 : 391-404.

Offner J-M (2020) *Anachronismes urbain*. Presses de Sciences Po, Paris.

Offner J-M. (2020b) De l'étude de cas au cas d'école. *Urbanisme*. 72 : 10.

Parr J (2007) Spatial definitions of the city : Four Perspectives. *Urban Studies* 44(2): 381-392.

Torre A, Bourdin S (2015) *Big bang territorial : la réforme des régions en débat*. Armand Colin, Paris.





# Tables de l'année 2020

**1/ Articles**

**2/ Index des auteurs**

**3/ Index des lecteurs**